L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 6 MARS 1861.

G. F. WEISSE / E. DUVERGER / N. DUFOUR / S. HARRY } EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans.

MERCREDI MATIN, 6 MARS.

Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHE AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DEPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par O. Lecorgne : 8 stocks A Co 68 Chartres—Marchandises neuves—A 10 heures, à leur magasin d'encan, rue de la Levée No 52—Bottes, souliers et brodequins.

Est-ce la paix ou la guerre ?

La première impression, que nous avons éprouvée à la lecture de la Harangue présidentielle de M. Lincoln, a été que ce personnage annonçait la paix en faisant la grimace et promettait d'éviter la guerre tout en exposant tous les arguments qui peuvaient la justifier. Il nous semblait voir percer sous cette politique de conciliation, endossée à contre cœur, le dépit et les rancunes du partisan. Mais en fin de compte nous pensions que le message signifiait la paix bon gré mal gré. En refusant plus attentivement ce document, nous nous sommes convaincu que les deux politiques de la paix ou de la guerre y avaient leur part et que les passages les plus favorables à la première avaient été interdits après coup comme des adoucissants à un langage trop acerbe, bon qu'il eut la prétention d'être meilleur.

Comme ensemble, le message nous fait l'effet d'une plaidoirie d'avocat de village qui finasse et joue au bilboquet. Accuser de parti-pris le programme de Chicago ? Suspecter la loyauté de l'administration sous M. Lincoln prête le serment qui sauvegarde mentale—c'est lui qui le déclare ! Quant aux questions qui divisent le Sud et le Nord, il les traite fort légèrement. Selon lui, la loi sur les esclaves fugitifs et la loi sur la traite des nègres sont aussi bien exécutées qu'elles peuvent l'être, le seul point où litige est l'extension de l'esclavage. Le Sud est en faveur de l'extension, le Nord y est opposé ; or, les Nordis majorité et c'est la majorité qui doit gouverner. Toute cette partie de la discussion est faible et de mauvaises foi ; les griefs du Sud n'y sont ni exposés ni réfutés. Laissons donc tout ce fatras pour nous occuper de ce qui a trait à la sécession.

M. Lincoln pense, au point de vue constitutionnel, la même position qu'avait posée M. Buchanan dans ses deux messages. Il a été élu régulièrement Président des Etats-Unis avec une partie entière des voix des Etats, avec des pouvoirs et des devoirs définis. Il n'a pas qualité pour reconnaître la séparation de certains Etats et pour lui l'Union n'est pas et ne peut pas être dissoute. Soi devoir est d'exécuter les lois, de défendre les propriétés fédérales, de percevoir les revenus, et il remplira ces devoirs à *moins que la force majeure, le Peuple des Etats Unis, lui retire ces moyens nécessaires ou à moins qu'une convention nationale* ne vienne à son aide. M. Buchanan n'avait pas cette dernière ressource. Quoique ce soit le droit de coercition évident en Etat qui se sépare, mais c'est à vous à décider cela. M. Lincoln affirme, au contraire, le droit constitutionnel de coercition, et il n'y voit d'obstacles que la question de fait ou de praticabilité. Il est difficile de nier qu'il ne soit pour le coercition, malgré tous les correctifs qu'il met à sa pensée. Rapprochons cet effet tous les passages relatifs à l'emploi de la force. Alors la phrase que nous avons citée plus haut il ajoute

Je espère que ces mesures pas considéré comme une menace, mais seulement comme l'intention de défendre et de sauvegarder constitution actuelle et l'Union.

Pour nous, il n'est pas chemin de verser le sang ou d'user recours à la violence, et rien de semblable n'aura lieu *à moins que l'autorité nationale ne soit forcée à le faire.* Le Président qui ne veut pas posséder les propriétés et les places fortes appartenant au Gouvernement comme de préférence les droits et les importations. Mais *il ne dit pas que l'on est absolument forcé de défendre ce droit*, il n'y aura rien de part d'avance, ni d'emploi de la force contre ou entre le peuple

La pensée de l'auteur se devoile clairement dans le paragraphe suivant

C'est entre vos mains, mes amis et concitoyens mécontents, et non entre les mienne que est le non-consentement mutuel ou la guerre civile. Le gouvernement n'est pas attaquant. Vous n'éprouvez pas de conflit sans être vous-même les agresseurs. Vous n'avez pas de serment enregistré contre lui, tandis que j'aurai le plus solennel, rattaché par chacun de ces dires.

Ainsi il n'y aura pas d'invasion, on n'imposera pas aux Etats-Unis récalcitrants qu'ils ne consentent pas à accepter et les mailles ne se croiseront pas entre eux, dans le pressoir du peuple souverain. Le gouvernement n'attaquera pas. Vous n'éprouver